

La douloureuse colonoscopie française ou « Quand une moumoute sioniste rencontre un crâne rasé »



Le 25 janvier 2006, Alain Finkielkraut, sempiternel invité de l'émission *Culture et dépendance*, menait grand tapage, dans une gestuelle de tragédienne classique, avec des accents de voix samplés sur Fabrice Luchini, afin de nous persuader que la République courait à la catastrophe. Le philosophe – ayant consenti à descendre ses glandes à mépris de la chaire universitaire qu'elles occupent pour pénétrer cette arène si stimulante à l'échange vrai qu'est



un plateau de télévision – tenait à clamer son empathie envers les propriétaires de voiture calcinée durant les événements des banlieues. Banlieues qu'il n'hésita d'ailleurs pas à qualifier de « territoires conquis ». L'expression n'est pas sans rappeler, en miroir, un interminable conflit que l'on taxe plus souvent les islamistes que les juifs d'importer en Occident. Mais ce serait malice que de prêter de si basses intentions à l'éminent auteur du *Mécontemporain*.

Le pantin Giesbers, émérite régurgitateur de quatrièmes de couverture, avait ce soir-là merveilleusement assorti son assiette froide de cervelles en tranches. L'on y rencontrait le signataire d'un livre de souvenirs affublé d'un titre à la Marcel Pagnol (*L'arbre de mon père, Le figuier de ma mère*, ou un truc du genre), Arménien de sang, marin de carrière mais Français de cœur, depuis ses vingt ans Monsieur, et fier de l'être, et interdisant à quiconque de dire qu'on pouvait naître Français par hasard, comme on naîtrait Portugais ou Lapon. Il y avait aussi Chadhortt Djavann, cette romancière à succès, même publiée en Folio à deux euros (c'est Franz-Olivier qui l'exhibe à la caméra), d'origine iranienne, vêtue d'un élégant tailleur grenat, maquillée et laquée de frais, frappant du poing sur la table et perdant sous l'emprise de la colère ses moyens linguistiques dans l'idiome dont elle a acquis les rudiments à l'âge de 25 ans, oui oui, de 25 ans, ce qui ne l'a pas empêchée de devenir écrivain, et de remercier la France, où elle n'a jamais, ja-mais, JAMAIS été confrontée au racisme, et qu'on aille voir ailleurs comment cela se passe, parce que moi, une guichetière blonde m'a avancé une chaise à l'administration le jour de la régularisation de mes papiers. Pendant ce temps, Edwy Plenel souriait, bonhomme, disposé à comprendre l'humanité entière et à la serrer contre sa poitrine, comme s'il préparait le répertoire de poses qu'il lui faudrait adopter durant les plaidoiries des démêlés judiciaires où il est actuellement plongé jusqu'au cou.

Face aux contorsions et aux manifestations de désarroi de Finkielkraut, il ne se trouvait guère comme interlocutrice valable, mais trop boudeuse et point assez bavarde, qu'Houria Bouteldja, fondatrice du collectif « Les Blédardes », sur laquelle il était de bon ton de crier « haro » dès qu'elle se manifestait et que l'on zappa magistralement lors de l'ultime tour de micro. Placez le tout sous le regard batracien de l'hystérique Elisabeth Lévy et les prunelles abyssalement bleues et bovines de la seconde inquisitrice au nom si peu mnémotechnique, et vous aurez un éloquent tableau de chasse de l'intelligence hexagonale du moment.

J'ai alors réalisé que, si Jean-Marie Le Pen était devant son petit écran, il devait se dire qu'il pouvait tranquillement prendre sa retraite. Que la relève était assurée. La quintessence de sa pensée, son intransigeance, son vocabulaire, tout cela était disséminé, diffracté, en de multiples avatars réunis là, au coude à coude, sous leurs pedigrees d'arrières petits-enfants d'immigrés, rameutant leur cortège de fantômes extirpés des houillères ou, pire, des camps, mais revendiquant leur statut méritocratique de Frrrrançais, défendant bec et ongle l'universalisme frrrrançais, parvenant à exalter de conserve la générosité frrrrançaise et la mémoire de Jules Ferry, qui promut les colonies, certes, certes, mais à qui l'on doit, bienfait suprême, l'école laïque.

Le Pen devenu légion sous les *spotlight* de France Trois, à cette heure de faible audience où il est magnanimement offert aux élites de bavarder ? J'en veux pour preuve que quand il invoqua les problèmes des Français moyens, les « Conquis », Alain Finkielkraut exposa la situation tragique de cette habitante de la Courneuve, retranchée dans son minuscule appartement au cœur d'une cité hostile, où elle n'ose plus se promener. De crainte des « Conquérants » assurément. Image révoltante. Or il se fait que moi, je l'avais déjà rencontré, ce cliché, tartiné avec plus de complaisance

encore, et pas dans le *Monde* où il avait été initialement reproduit. La veille en effet, j'avais lu intégralement le dossier de la *Nouvelle Revue d'Histoire*, « De la colonisation à l'immigration ». Et qui, dans cette publication, s'emparait aussi de ce terrible exemple ? Dominique Venner en personne, dans son éditorial. Il l'exposait, avec force citations, après avoir pris soin de signaler : « J'éprouve de la compassion pour les immigrés d'Afrique noire ou du Maghreb que l'on a fait venir en France dans une intention économique sordide et que l'on transforme en déracinés. Dans leur détresse, ils trouvent pourtant des aides publiques, le soutien des solidarités naturelles et le secours moral que peut leur apporter le retour à l'islam, religion de chez eux. Le sort des Français "de souche", ceux que dans les banlieues, on appelle les Gaulois, me paraît autrement pathétique et désespéré ».

Lire cela sous la plume de Dominique Venner n'a rien d'étonnant. L'entendre résonner dans la bouche d'Alain Finkielkraut est moins attendu. Car cela prouve qu'un consensus au sujet de la question coloniale, amalgamée à celle de l'« immigrationnisme », s'est définitivement installé en France, bousculant les clivages politiques. Ce sursaut de farouche républicanisme n'est pas qu'un réflexe d'autoprotection à une conjoncture précise, issue d'un fait divers, si traumatisant soit-il. Il trahit l'émergence d'un front d'opinion, prêt à tout pour que soit admise la supériorité d'un modèle national, celui de la République Laïque. En attestent les polémiques d'historiens, d'académiciens et de sénateurs à propos de la révision du texte de loi sur le « rôle positif de la présence française outre-mer », qui non seulement ranime des querelles de définition (qu'est-ce que l'esclavage ?), génère une prolifération sans pareille de palabres sur l'identité et la fierté françaises, mais participe également d'une crise occidentale sur l'embarrassante distinction, quand ce n'est la confusion hâtive, entre Histoire et Mémoire. Une confusion qui risque bientôt de n'avoir plus pour arbitres que les tribunaux de justice¹.



Revenons au cas de la France, à travers les documents de la *NRH*, témoignages symptomatiques d'une tentative, sinon de réhabilitation, du moins d'atténuation de l'aventure coloniale.

Loin d'être une tribune d'inspiration marxiste, la *NRH* n'est pas une revue inintéressante. Elle rassemble des synthèses et des interviews de qualité pour qui n'a pas envie d'appréhender l'histoire que par la gauche. Malheureusement, quand elle se penche sur une problématique mêlant histoire et actualité brûlante (sans jeu de mot, je vous le jure), sa profondeur d'analyse dépasse de peu celle des folliculaires d'une droite fort peu respectable dont le papier glacé n'exonère pas un contenu dégueulassé. Essayons d'en recenser les biais et les ornières.

Dans la prose liminaire de Dominique Venner, intitulée « Les vingt jours qui ont ébranlé la France » (l'esprit de Benoist-Méchin plane, apocalyptique), on lit que « les historiens de l'avenir pourront se rapporter à de tels faits [soit les émeutes de banlieue] pour comprendre ce qui sera advenu en France par la suite. Nous vivons

le commencement de quelque chose que nous ne connaissons pas, qui n'a pas de précédent sous cette forme, mais qui annonce la *bombe atomique* ethnique dont parlait Denis Jeambar ». Voilà donc d'emblée l'historien qui se mue en prophète, pour dépeindre *ce qui sera advenu en France par la suite*. Quelle prescience ! Quelle finesse de divination ! Je préférerais la prudence du Venner qui, dans son ouvrage sur la collaboration, s'y prenait avec des pincettes pour retracer le parcours des protagonistes importants de cette période et demandait à ce qu'on les juge, non pas rétrospectivement par rapport aux valeurs de notre époque, mais en fonction du contexte d'alors. Apparemment, on ne traite pas de la collaboration comme de l'immigration : l'étude de la seconde se doit d'être passionnée, tandis que pour la première, la cause et le procès sont entendus.

Venner reprend ensuite la question de PPDA à de Villepin, à savoir : pourquoi « les nombreux immigrants d'origine italienne, polonaise, puis portugaise ou espagnole, qui n'avaient jamais bénéficié d'aides particulières s'étaient intégrés dans la population française, sans émeutes et sans incendier des voitures par milliers. Il ne put obtenir de réponse ». Remarquons que Monsieur Venner n'y répond pas plus. Je peux me lancer ? Monsieur Venner, le saccage des banlieues est lié selon vous à une communauté spécifique. N'oubliez pas qu'il est *avant tout* le fait, au sein de l'ethnie française dans son entier, d'une *génération*. À ce que je sache, peu de sexagénaires maghrébins ou de septuagénaires turcs se sont amusés à balancer des cocktails Molotov pour illuminer les Nuits de Novembre.

¹Lire à ce propos l'excellent essai d'Enzo TRAVERSO, *Le Passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Éditions La Fabrique, 2005.

Je suis comme vous, Monsieur Venner : la misère m'effraie. La misère intellectuelle surtout. Je ne possède pas de voiture, pourtant je frémis à l'idée qu'un « sauveur » en survêtement peau-de-pêche Nike mette le feu à mon unique bien (ma bibliothèque) ou s'en prenne aux êtres qui me sont chers. Oui, je le haïrais de toutes mes forces, de toute mon âme. Oui, je pourrais aller jusqu'à le rouer de coups. Mais pas parce que c'est un musulman de pacotille ou un crépu. Parce que c'est simplement un individu assez stupide pour s'être laissé dévoyer par le consumérisme ; abrutir par la connerie des animateurs télé et les phénomènes de mode ; séduire par la téléphonie mobile ; aveugler par la rutilance des appareils dentaires et des piscines des stars du rap ; enivrer par les défis à la mords-moi le nœud de Jack-ass et Dirty Sanchez. Et l'Occident, le noble Occident dont vous constatez, Monsieur Venner, l'inéluctable déclin, ne livre en pâture que cela à cette myriade de consommateurs qui forment tant bien que mal notre « société ». Tout cela est exécration, mais ne repose pas fondamentalement sur une appartenance communautaire. Il s'agit plutôt d'une stratégie d'exploitation sociale prenant comme prétextes ou comme masques des sentiments identitaires. La bave des imbéciles, tchatcheurs ou hooligans, sécuritaires ou casseurs, est une huile à bon marché mais des plus efficaces pour graisser les rouages du système postmoderne.

Autre mise au point, car vous paraissez apprécier les chiffres, Monsieur Venner. Moi pas. Je crois, avec Alfred Fabre-Luce, que « les statistiques sont la forme la plus élaborée du mensonge ». Lorsque vous comptabilisez donc les voitures carbonisées en 72 heures, j'aimerais vous rappeler ceci, que j'ai entendu par deux fois affirmer devant les caméras, dont une par Monsieur Sarkozy lui-même. J'ignorais que cela allait me servir, je n'ai pas noté avec exactitude les références. En tout cas, apprenez qu'en France la quantité normale d'automobiles incendiées *par jour* n'est pas de zéro. Mais de cent. Cela fait *par an* 36500 véhicules qui disparaissent pour cause de vandalisme. Oui, je suis d'accord, en novembre 2005, les records ont été battus. Mais parce que les médias ont attisé avec passion cette flambée. Remémorez-vous ces images de gamins filmant en direct leurs prouesses pyromaniaques avec leur gsm ; la dégradation comme gloriole du looser, immortalisée dans une très étroite lucarne. À Phuket, c'était aux touristes plus ou moins sexuels de numériser le déluge sur le vif. Quand ce n'est pas un psychopathe et un suicidaire qui immortalisent en Allemagne leurs agapes anthropophages. L'illusion du quart d'heure de gloire, diffusé aux infos ou sur Internet, accélère les fantasmes, concrétise leur reproductibilité et la véracité de leur réalisation. De cette surenchère aussi nous sommes victimes dans le cas qui nous occupe.

Je ne me suis attardé ici que sur votre article, mais il y a à manger et à boire (du Banania surtout) dans le reste du dossier. L'entretien avec Jacques Dupâquier, *le plus célèbre démographe français*, offre de précieuses perles. Par exemple quand il affirme : « Les violences urbaines, je les avais annoncées depuis dix ans. J'avais averti que l'on constituait des ghettos ». Que sommes-nous censés faire de cette information de Nostradamus tardif ? Plus interpellante est sa très judicieuse proposition, que je ne résiste pas au plaisir de retranscrire intégralement : « Je ne suis pas du tout contre les naturalisations, mais je pense que devenir Français, cela se mérite. Nous devons en finir avec les naturalisations automatiques, la nationalité française, cela ne se trouve pas dans des pochettes-surprises ! Nous devons donc dépasser l'époque du *jus soli* (droit du sol) où la nationalité s'acquiert automatiquement par naissance sur le territoire français. Il faut maintenant établir un *jus voluntatis*, ce qui signifie qu'être Français, cela se demande et cela se mérite ». Là, j'applaudis. C'est vrai, après tout : de quel droit jouir des avantages d'un si beau pays, si l'on ne fait rien en contrepartie ? Or, si l'on pousse à fond la logique de Dupâquier, si l'on suit strictement sa syntaxe, l'on comprend dès lors que *tout individu né sur le sol français* se doit de faire montre de sa valeur. Même les Français « de souche » devraient être soumis à cet impératif. En somme, tout individu né dans l'Hexagone devrait désormais l'être. Et à partir de quand, s'il vous plaît, considère-t-on que quelqu'un commence à *mériter* son label de Français ? Les langes ? La maternelle ? Le bac' ? La majorité légale ? Le diplôme ? Le service civil ou militaire ? Le mariage et la procréation ? La (pré)retraite ? Monsieur Venner, ayez l'amabilité de transmettre mes interrogations à Monsieur Dupâquier car, si le pire survient, d'ici peu, il se pourrait qu'en tant que Wallon rattaché je postule auprès de votre gouvernement afin d'obtenir ma nouvelle nationalité. Et je serais peiné d'échouer à ma qualification.

Attaquons maintenant la partie proprement historique, puisque c'est quand même pour cela que nous l'avons achetée, cette revue... La première contribution, signée Péroncel-Hugoz, opère un retour sur le procès intenté à la colonisation et aux sentiments de « repentance », d'obligation, de dette morale qui en découleraient. Péroncel-Hugoz établit d'emblée que la France n'a pas à être diabolisée à ce point, puisque depuis la nuit des temps, les peuples sont exposés à des invasions, des flux... « Les Celtes eux-mêmes furent en Gaule conquérants et colons, avant d'être submergés et régénérés par les envahisseurs romains puis francs. L'expansion est la virilité des peuples. » Ce genre d'assertion se retourne aussi aisément qu'une thèse de Dupâquier. Pourquoi préférer de semblables foutaises, quand on sait qu'elles n'ont aucune valeur axiologique et qu'elles ne seront utilisées que dans un seul

sens du raisonnement ? À moins que Péroncel-Hugoz, reprenant l'argumentaire de ses collègues sur les vagues d'immigrés qui s'abattent sur la France, ne prête à ces déferlements des vertus roboratives sur une masse avachie. En quoi se faire acculturer par un Français serait-il plus fertilisant que par des Malgaches, des Chinois ou des Arabes ? C'est que Péroncel-Hugoz sait de quel côté se tient la Civilisation. Celle qui déboule sur une contrée, voire un continent avec, dans une caisse, des armes et, dans l'autre, le matériel pour désinfecter les plaies qu'elles occasionnent... Le Français exporte la science ; l'immigré importe ses virus, c'est bien connu. Que les Français n'aient-ils eu le pied marin avant les Espagnols : ils eussent accosté les rivages vierges d'Amérique en premier et permis aux indigènes de croître et de multiplier, au lieu de se laisser décimer par de vilaines gripes européennes. *La France blesse mais elle soigne* donc, selon le proverbe paraît-il toujours usité. Espérons qu'elle fournit aussi des béquilles, car la démonstration, bancale, va continuer de vaciller... Les Français ont supprimé le cannibalisme chez les Bantous et les Canaques, parfait ; ils se sont gardés d'éradiquer l'esclavage des Noirs par les Maures en Mauritanie « afin, précisément, de ne pas trop heurter des tribus profondément soumises à la loi islamique, laquelle n'interdit pas la servitude, ce que nul ne se risque à rappeler ». L'Ancien Testament n'est pas tendre non plus, parfois, en GRH, mais cela est une autre affaire. Ce que je voudrais qu'on m'explique, à moi, le profane, c'est l'intérêt qu'avaient alors ces bienveillants colons à aller se mettre dans de tels borborygmes ? N'y avait-il suffisamment de malades et de pauvres dans leur Gaule natale pour encore aller voir sur les îles comment cela se passait et prêcher la bonne parole en matière d'hygiène, de régime alimentaire et de justice ? Péroncel-Hugoz gagnerait en crédibilité s'il admettait qu'il y avait sur ces terres quelque richesse à exploiter, quelque rêve à concrétiser. Quel déni permet de tenir ces aspects cruciaux sous silence ? Quand Céline part au Cameroun en 1917, c'est dans le but premier d'y gérer une plantation, en employant des autochtones. Sa vocation de médecin lui vient là-bas, certes, mais après son installation. Ce cas, pour isolé qu'il est, demeure une illustration de la démarche coloniale la plus traditionnelle, conjuguant aventurisme, goût de la conquête et recherche du profit. Seule la mauvaise foi peut occulter tout cela, et grimer en entreprise philanthropique l'un des plus inadmissibles servages de l'homme par l'homme. La justification de Péroncel-Hugoz se fonde essentiellement sur le splendide préjugé du prestige et du rayonnement français, supposé être accueilli jusqu'aux antipodes avec enthousiasme et gratitude. Il raconte à cet égard une savoureuse anecdote : « Le dictateur du Zaïre, le Maréchal Mobutu, fit rire une fois tout un sommet francophone en remerciant les Belges d'avoir colonisé les siens *en français et non pas en flamand* ». Cet honorable aréopage eut-il la curiosité de se demander en quelle langue Patrice Lumumba avait prononcé ses dernières paroles ? Le bref accès de lucidité de Péroncel-Hugoz réside dans son ultime paragraphe, où il jette un pont entre coopération et colonisation, et dit des humanitaires qu'ils « imitent sans s'en douter, mais en coûtant plus cher et avec infiniment moins de modestie, nos bonnes sœurs infirmières jadis parties au secours des colonisés souffrants, à travers brousse et jungles... ». Hélas, il se contredit à nouveau lamentablement, quand il évoque l'argent de la coopération, puisqu'il a reconnu quelques lignes *supra* que « la colonisation a coûté fort cher au contribuable et ne lui a guère rapporté ». L'argument est censé démontrer que la colonisation n'a pas pillé ni fructifié. Rapproché avec la fin de l'article, cela donnerait, en traduction : « l'aide au développement coûte plus cher que fort cher ». Quand on apprend par la notice biographique que Péroncel-Hugoz fut un des experts des pays du Sud au *Monde* de 1969 à 2004, la déception monte aux dents et on en viendrait à souhaiter qu'Edwy Plenel perde ses procès, rien que pour s'être si mal entouré dans sa gazette.

Abordons le parallèle qu'opère Philippe Conrad entre le passé colonial français et celui de l'Empire britannique, c'est probablement la contribution qui nous en dit le plus long sur les tenants et aboutissants réels de la colonisation. Le précédent spécialiste s'y voit à nouveau réfuté. Sauf si bien sûr l'on accorde plus de foi à Péroncel-Hugoz qu'à Guizot lui-même, cité par Conrad, et qui déclarait que « ce qui convient à la France, ce qui lui est indispensable, c'est de posséder sur les points du globe qui sont destinés à devenir de grands centres de commerce et de navigation, des stations maritimes sûres et fortes, qui servent de points d'appui à notre commerce ». Pas l'ombre, derrière ces mots, d'un providentiel boula-matari ni d'une angélique *nurse*. Conrad s'en explique : « [la conquête de l'Algérie] eut surtout le mérite (*sic*) de fournir un vaste champ de manœuvres à une armée nostalgique de l'épopée impériale et frustrée par le maintien prolongé de la paix européenne ». L'Empire comme terrain d'exutoires des pulsions belliqueuses et accessoirement des agiotages en tous genres, si j'ai bien saisi. Conrad rappelle opportunément la pression exercée par les différents acteurs du « *parti colonial* pour pousser au développement des entreprises tournées vers l'outre-mer » et notamment de Jules Ferry et des Républicains « qui ne manquent pas de faire-valoir l'argumentaire commercial de l'entreprise ». Toutefois il consent davantage de sens pragmatique et de réalisme aux Britanniques, pétris d'utilitarisme, qui, par leur souplesse de commandement, leur distanciation vis-à-vis des coutumes et mœurs locales, leur indifférence à l'idée de rayonnement

moral, purent tirer un bénéfice maximal de leur présence aux Indes. L'erreur d'appréciation de la France donc, selon Conrad, n'est pas tant d'avoir pris part à ce qu'il nomme délicatement le « partage » de l'Afrique, mais plutôt d'avoir investi trop de fierté nationale à le faire et d'avoir articulé le discours colonial à celui des Lumières, des Droits de l'homme, etc. Ce mélange détonant, fondateur, répétons-le, de l'attitude républicaine, c'est celui dont nous voyons resurgir la grandiloquence, la virulence et les rancoeurs face à ce qu'elle doit néanmoins avouer être un échec (la colonisation) et une peur viscérale (celle de l'Autre, incarné en islamiste).

Des figures ressortent de ce contraste entre France et Angleterre. Ainsi celle de Kipling, à qui Jean Bourdier rend un hommage appuyé. « Nul Européen ne connut mieux [l'Inde], ne la comprit et ne l'aima plus et mieux que lui. » Kipling le boy scout, débarquant en impérialiste, mais en « impérialiste au sens romain », de ceux « qui veulent donner autant que recevoir, apporter sans rien détruire ». Mais rien ne nous dit DE QUEL DROIT ? Si c'est au nom de la précellence de l'Occident, il ne faut pas être grand clerc pour saisir l'anachronisme de cette référence aujourd'hui. L'idylle et le rut effréné que la France vécut avec ses colonies ne pouvaient que mal se terminer. Car il en va des peuples ainsi que des individus. Comblez votre partenaire d'attentions, mais n'allez pas lui faire croire que vous savez mieux que lui où se niche son bonheur. Vous en feriez votre obligé ; s'il subsiste en lui une once de dignité, il ne pourra que se révolter, pour finalement se détourner de vous avec dégoût.

Il va falloir conclure ce tour d'horizon. Passons sur les larmes que devraient nous faire verser les déplorables conditions de travail de la clique des gouverneurs. Pierre Bonnefont vante le courage de ces hommes-orchestres de l'administration ; rien que de voir la vignette illustrant cette prose geignarde et figurant un Blanc qui trône sur les épaules de quatre porteurs noirs, je me pose la question de savoir à quoi certains Français identifient le degré de civilisation d'un être humain. Mais peut-être ne suis-je pas assez subtil pour concevoir que jouer au bipède taxi, c'est encore participer à la mission émancipatrice des Lumières.

Passons aussi rapidement sur « La revanche de l'islam » de René Marchand, où il est explicité que la fièvre des banlieues ressortit à « un affrontement qui a commencé il y a quatorze siècles ». C'est évident. Les drames majuscules de l'histoire tiennent à si peu de choses. Une abeille butine une fleur il y a 4500 mille ans, et un ouragan ravage la Nouvelle-Orléans en 2005. On abandonne un bambin dans un panier d'osier sur les bords du Nil, et voilà la Shoah, quelques exodes plus tard. La charge d'enseignement de René Marchand à la Sorbonne ne l'empêche pas d'écrire des phrases aussi effarantes que « déjà, à la Mekke, les musulmans s'estimaient victimes. La victimisation est un des axes essentiels de leur communication ». Mais n'est-ce pas l'un des traits commun à tout monothéisme, en l'occurrence de celui d'où l'islam prend sa source, le judaïsme ? Et que dire des martyres chrétiens ?

Toutes ces imprécisions amènent une eau considérable aux moulins de la mauvaise foi et de sa meilleure alliée, la confusion. Aymeric Chauprade met la touche finale en quittant les lecteurs de la *NRH* sur l'unique recommandation de faire des enfants, frénétiquement, pour enrayer la « contre-colonisation » (ce synonyme d'immigration va tôt ou tard entrer dans le langage courant, c'est clair) et réactiver de la sorte la « volonté de puissance des Européens ».

Que retenir de tout cela ? Rien, sinon qu'à l'heure qu'il est, Chirac a renoncé à la réécriture de l'article 4, et que « Tout le monde en a parlé ». La France demeure, malgré son passé indigeste, ancrée dans le XIX^e. Car le passé ne meurt jamais en France. Il revient, enjolivé dans des films, et surtout, dans des débats. Des débats qui n'en finissent pas, capricants, redondants. Stérilisants et abêtissants, quand ils se voudraient éclairants et édifiants. On y assiste à la métamorphose de demi philosophes en chefaillons de l'esprit. Les pires. De ceux qui décochent des rictus de contremaître et des regards en coin. Finkielkraut est de cette trempe, même s'il n'est pas mauvais bougre au fond. Il discute courtoisement avec Benny Levy, s'indigne chez Giesbers, il se lâche de temps en temps dans les pages de *Haaretz*, mais entre une vitupération et une moue de dédain, il peut se dégeler pour concéder qu'« il faut tendre la main aux immigrés ». Reste à voir si, au bout du bras secourable, la paume sera tournée vers le ciel ou vers le sol.

Frédéric SAENEN
28 janvier 2006